



R



C-W1-L9

010541288500452621220297197359

99

Mesdames et Messieurs Les Bourgmestre et Echevins
de et à
5500 DINANT



RECOMMANDÉ

CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 30 JUIN 2021

Mesdames,
Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous inviter à l'**assemblée générale** des actionnaires du Holding Communal SA – en liquidation, qui se tiendra le **mercredi 30 JUIN 2021** à 14h00 de manière électronique, et dont l'ordre du jour est joint à la présente.

Nous vous prions de trouver ci-joint :

- l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires du Holding Communal SA – en liquidation, qui se tiendra le 30 juin 2021;
- les comptes annuels pour l'exercice comptable 2020;
- le rapport annuel des liquidateurs pour l'exercice comptable 2020, incluant la description de l'état d'avancement de la liquidation et les raisons pour lesquelles cette dernière n'a pas encore pu être clôturée;
- le rapport de contrôle du commissaire du Holding Communal SA – en liquidation pour l'exercice comptable 2020;
- le formulaire de procuration.

Attention: conformément à la réglementation légale en la matière, tous les points de l'ordre du jour sont communiqués à titre purement indicatif lors de l'assemblée générale. Ils ne seront donc soumis à aucun vote.



AVERTISSEMENT COVID-19

En raison de la crise exceptionnelle dans laquelle nous nous trouvons et étant donné que les liquidateurs du Holding Communal SA ne peuvent garantir que les précautions nécessaires face à la pandémie de Covid-19 pourront être respectées au cours d'une assemblée générale physique, les liquidateurs se voient contraints d'organiser l'assemblée générale du Holding Communal SA par vidéoconférence, conformément à l'article 7:137 du Code des sociétés et des associations. L'assemblée générale ne se déroulera donc pas de manière physique mais **uniquement par vidéoconférence**.

Comme chaque année, nous demandons aux actionnaires qui seront présents de nous remettre leur procuration à l'avance. Étant donné que l'assemblée générale aura lieu par vidéoconférence, il convient également d'**indiquer l'adresse e-mail du mandataire** sur chaque procuration. Nous enverrons les instructions pour la participation à l'assemblée générale électronique uniquement sur cette adresse e-mail.

Nous insistons sur le fait que, malgré ces règles d'organisation spécifiques, le droit des actionnaires de poser des questions est garanti. Cependant, nous encourageons les actionnaires à **poser leurs questions à l'avance** dans la mesure du possible, tout en garantissant qu'il sera également possible de poser des questions pendant l'assemblée le cas échéant.

Veillez nous faire parvenir la procuration ci-jointe dûment complétée et signée au plus tard pour le 23 juin 2021 à l'adresse e-mail suivante : aghc@quinz.be. Pour des raisons de prudence, nous demandons spécifiquement que les procurations ne soient pas envoyées par courrier postal, ni même par recommandé.

En vue d'assurer un bon déroulement de l'assemblée générale, nous vous saurions gré de nous transmettre à l'avance vos questions éventuelles à l'adresse e-mail suivante : aghc@quinz.be.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, à l'expression de notre considération distinguée,
Le collègue des liquidateurs,

KPMG Réviseurs d'Entreprises SRL
Liquidateur
Joris MERTENS
Représentant permanent

QUINZ SRL
Liquidateur
Bart LINTERMANS
Représentant permanent

ORDRE DU JOUR
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU
HOLDING COMMUNAL SA - EN LIQUIDATION
LE 30 JUIN 2021

- 1. Examen des travaux des liquidateurs pour l'exercice comptable 2020**
- 2. Examen par les liquidateurs des comptes annuels pour l'exercice comptable 2020**
- 3. Examen du rapport annuel des liquidateurs pour l'exercice comptable 2020, y compris la description de l'état d'avancement de la liquidation et les raisons pour lesquelles cette dernière n'a pas encore pu être clôturée.**
- 4. Examen du rapport du commissaire sur les comptes annuels pour l'exercice comptable 2020**
- 5. Questions**

40				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° 0203211040	P.	U.	D.	C-cap 1

**COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À
DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS
ET DES ASSOCIATIONS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION: Holding Communal

Forme juridique: **SA (In liquidation)**

Adresse: **Avenue Des Arts**

N°: **56 , boîte 4C**

Code postal: **1000**

Commune: **Bruxelles-Ville**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de **Bruxelles, néerlandophone**

Adresse Internet: ¹

Numéro d'entreprise **0203211040**

DATE **10/02/2010** de dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes
constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS** ²

soumis à l'assemblée générale du

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

1/01/2020

au

31/12/2020

Exercice précédent du

1/01/2019

au

31/12/2019

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: **38**

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans

objet: 6.1, 6.2.1, 6.2.2, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.1, 6.3.2, 6.3.3, 6.3.4, 6.3.5, 6.3.6, 6.4.1, 6.4.2, 6.4.3, 6.5.2, 6.7.2, 6.17,
6.18.2, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15

Signature
(nom et qualité)

**KMPG Réviseurs d'entreprises
Liquidateur**



Signature
(nom et qualité)

**Quinz
Liquidateur**



¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE****LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES**

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de la société

Quinz SRL 0837.393.773

Medialaan 28, boîte B, 1800 Vilvoorde, Belgique

Fonction : Liquidateur

Mandat : 7/12/2011

Représenté par :

1. Allemeersch Benoît
Medialaan 28 , boîte B, 1800 Vilvoorde, Belgique
Avocat
2. Linternans Bart
Medialaan 28 , boîte B, 1800 Vilvoorde, Belgique
Avocat

KPMG Bedrijfsrevisoren SRL 0419.122.548

Luchthaven Brussel Nationaal 1K, 1930 Zaventem, Belgique

Fonction : Liquidateur

Mandat : 7/12/2011

Représenté par :

1. Mertens Joris
Sluisweg 2 , boîte 8, 9000 Gent, Belgique
Réviseur d'entreprise

PWC Bedrijfsrevisoren SRL 0429.501.944

Woluwe garden 18, 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00009

Mandat : 26/06/2019- 29/06/2022

Représenté par :

1. Cappoen Kurt
Woluwe garden 18 , 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique
Réviseur d'entreprise, Numéro de membre : A01969

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ☐ ont / ☐ n'ont pas ☐ été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de la société**,
- B. L'établissement des comptes annuels **,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28		
Immobilisations incorporelles	6.2	21		
Immobilisations corporelles	6.3	22/27		
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23		
Moblier et matériel roulant		24		
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
	6.4 /			
Immobilisations financières	6.5.1	28		
Entreprises liées	6.15	280/1		
Participations		280		
Créances		281		
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8		
Actions et parts		284		
Créances et cautionnements en numéraire		285/8		

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	179.100.549	175.984.432
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	138.219.781	138.367.316
Créances commerciales		40		
Autres créances		41	138.219.781	138.367.316
Placements de trésorerie	6.5.1 / 6.6	50/53	8.919.345	6.650.677
Actions propres		50		
Autres placements		51/53	8.919.345	6.650.677
Valeurs disponibles		54/58	31.825.182	30.830.198
Comptes de régularisation	6.6	490/1	136.241	136.241
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	179.100.549	175.984.432

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES.....		10/15	-974.068.078	-968.878.499
Apport	6.7.1	10/11	857.050.541	857.050.541
Capital		10	592.273.791	592.273.791
Capital souscrit		100	592.273.791	592.273.791
Capital non appelé ⁴		101		
En dehors du capital		11	264.776.750	264.776.750
Primes d'émission		1100/1	264.776.750	264.776.750
Autres		1109/1		
Plus-values de réévaluation		12		
Réserves		13		
Réserves indisponibles		130/1		
Réserve légale.....		130		
Réserves statutairement indisponibles		1311		
Acquisition d'actions propres		1312		
Soutien financier		1313		
Autres		1319		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133		
Bénéfice (Perte) reporté(e)(+)/(-)		14	-1.831.118.619	-1.825.929.040
Subsides en capital		15		
Avance aux associés sur la répartition de l'actif net ⁵...		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16	750.000	750.000
Provisions pour risques et charges		160/5	750.000	750.000
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Obligations environnementales		163		
Autres risques et charges	6.8	164/5	750.000	750.000
Impôts différés		168		

⁴ Montant venant en déduction du capital souscrit.

⁵ Montant venant en déduction des autres composantes des capitaux propres.

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES		17/49	1.152.418.627	1.144.112.931
Dettes à plus d'un an	6.9	17		
Dettes financières		170/4		
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171		
Dettes de location-financement et dettes assimilées		172		
Etablissements de crédit		173		
Autres emprunts		174		
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus	6.9	42/48	977.106.821	978.534.164
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42		
Dettes financières		43	959.129.620	960.593.404
Etablissements de crédit		430/8	509.129.620	510.593.404
Autres emprunts		439	450.000.000	450.000.000
Dettes commerciales		44	461.003	424.562
Fournisseurs		440/4	461.003	424.562
Effets à payer		441		
Acomptes sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	6.9	45		
Impôts		450/3		
Rémunérations et charges sociales		454/9		
Autres dettes		47/48	17.516.198	17.516.198
Comptes de régularisation	6.9	492/3	175.311.806	165.578.767
TOTAL DU PASSIF		10/49	179.100.549	175.984.432

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/76A	8.003	8.676
Chiffre d'affaires	6.10	70	5.428	6.676
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)(+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	6.10	74		
Produits d'exploitation non récurrents	6.12	76A	2.575	
Coût des ventes et des prestations		60/66A	970.218	1.049.521
Approvisionnements et marchandises		60		
Achats		600/8		
Stocks: réduction (augmentation)(+)/(-)		609		
Services et biens divers		61	802.326	880.294
Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-)	6.10	62		
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630		
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)	6.10	631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-)	6.10	635/8		-450.000
Autres charges d'exploitation	6.10	640/8	167.892	586.227
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration		649		
Charges d'exploitation non récurrentes	6.12	66A		33.000
Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-)		9901	-962.215	-1.042.845

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers		75/76B	2.050.298	15.041.105
Produits financiers récurrents		75	2.050.298	15.041.105
Produits des immobilisations financières		750		
Produits des actifs circulants		751	2.031.261	6.898.622
Autres produits financiers	6.11	752/9	19.037	8.142.483
Produits financiers non récurrents	6.12	76B		
Charges financières	6.11	65/66B	6.277.662	11.741.244
Charges financières récurrentes		65	6.277.662	11.741.244
Charges des dettes		650	9.757.159	11.970.816
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		651	-3.479.672	-230.002
Autres charges financières		652/9	175	430
Charges financières non récurrentes	6.12	66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant Impôts(+)/(-)		9903	-5.189.579	2.257.016
Prélèvement sur les Impôts différés		780		
Transfert aux Impôts différés		680		
Impôts sur le résultat(+)/(-)	6.13	67/77		
Impôts		670/3		
Régularisation d'Impôts et reprise de provisions fiscales .		77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-)		9904	-5.189.579	2.257.016
Prélèvement sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)		9905	-5.189.579	2.257.016

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-)
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-)
Prélèvement sur les capitaux propres
sur l'apport
sur les réserves
Affectation aux capitaux propres
à l'apport
à la réserve légale
aux autres réserves
Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-)
Intervention des associés dans la perte
Bénéfice à distribuer
Rémunération de l'apport
Administrateurs ou gérants
Travailleurs
Autres allocataires

Codes	Exercice	Exercice précédent
9906	-1.831.118.619	-1.825.929.040
(9905	-5.189.579	2.257.016
14P	-1.825.929.040	-1.828.186.056
791/2		
791		
792		
691/2		
691		
6920		
6921		
(14)	-1.831.118.619	-1.825.929.040
794		
694/7		
694		
695		
696		
697		

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS**PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES**

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles la société détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles la société détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital, de capitaux propres ou d'une classe d'actions de la société.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) of (-) (en unités)	
Belgian Airports SA rue des frères Wright 8 6041 Gosselies Belgique 0820.332.661	actions ordinaires	35	35,00	0,00	31/12/2019	EUR	11.920.376	-11.409
Solux Invest SCRL Henri Lebbestraat 188 , boîte 1 8790 Waregem Belgique 0878.166.437	actions ordinaires	18.290	38,00	0,00	31/12/2019	EUR	38.674.806	2.642.910

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF**PLACEMENTS DE TRÉSORERIE – AUTRES PLACEMENTS****Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe**

Actions et parts – Valeur comptable augmentée du montant non appelé

Actions et parts – Montant non appelé

Métaux précieux et œuvres d'art

Titres à revenu fixe

Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit

Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit

Avec une durée résiduelle ou de préavis

d'un mois au plus

de plus d'un mois à un an au plus

de plus d'un an

Autres placements de trésorerie non repris ci-avant

Codes	Exercice	Exercice précédent
51	8.919.345	6.650.676
8681	8.919.345	9.442.672
8682		2.791.998
8683		
52		
8684		
53		
8686		
8687		
8688		
8689		

COMPTES DE RÉGULARISATION**Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important**

Charges à reporter

Exercice

136.241

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT**ETAT DU CAPITAL****Capital**

Capital souscrit au terme de l'exercice

Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P (100)	XXXXXXXXXXXXXX 592.273.791	592.273.791

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital

Catégories d'actions

Actions B

Actions A

Actions ordinaires

Actions nominatives

Actions dématérialisées

Codes	Montants	Nombre d'actions
	106.656.422	5.721.276
	113.776.369	6.103.205
	371.841.000	19.947.606
8702	XXXXXXXXXXXXXX	
8703	XXXXXXXXXXXXXX	31.772.087

Capital non libéré

Capital non appelé

Capital appelé, non versé

Actionnaires redevables de libération

Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
(101) 8712	XXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXX

Actions propres

Détenues par la société elle-même

Montant du capital détenu

Nombre d'actions correspondantes

Détenues par ses filiales

Montant du capital détenu

Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion

Montant des emprunts convertibles en cours

Montant du capital à souscrire

Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Suite à l'exercice de droits de souscription

Nombre de droits de souscription en circulation

Montant du capital à souscrire

Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts

Nombre de voix qui y sont attachées

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même

Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

Exercice

EXPLICATION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À L'APPORT (Y COMPRIS L'APPORT EN INDUSTRIE)

--

PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRÉSENTE UN MONTANT IMPORTANT

Coûts liquidation

Exercice
750.000

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF**VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE****Dettes à plus d'un an échéant dans l'année**

Dettes financières	8801
Emprunts subordonnés	8811
Emprunts obligataires non subordonnés	8821
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8831
Etablissements de crédit	8841
Autres emprunts	8851
Dettes commerciales	8861
Fournisseurs	8871
Effets à payer	8881
Acomptes sur commandes	8891
Autres dettes	8901
Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année	(42)

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières	8802
Emprunts subordonnés	8812
Emprunts obligataires non subordonnés	8822
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8832
Etablissements de crédit	8842
Autres emprunts	8852
Dettes commerciales	8862
Fournisseurs	8872
Effets à payer	8882
Acomptes sur commandes	8892
Autres dettes	8902
Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	8912

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières	8803
Emprunts subordonnés	8813
Emprunts obligataires non subordonnés	8823
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8833
Etablissements de crédit	8843
Autres emprunts	8853
Dettes commerciales	8863
Fournisseurs	8873
Effets à payer	8883
Acomptes sur commandes	8893
Autres dettes	8903
Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir	8913

DETTES GARANTIES (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)**Dettes garanties par les pouvoirs publics belges**

	Codes	Exercice
Dettes financières	8921	
Emprunts subordonnés	8931	
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061	
Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société		
Dettes financières	8922	491.223.701
Emprunts subordonnés	8932	
Emprunts obligataires non subordonnés	8942	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8952	
Etablissements de crédit	8962	491.223.701
Autres emprunts	8972	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société	9062	491.223.701

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES**Impôts** (rubriques 450/3 et 178/9 du passif)

	Codes	Exercice
Dettes fiscales échues	9072	
Dettes fiscales non échues	9073	
Dettes fiscales estimées	450	
Rémunérations et charges sociales (rubriques 454/9 et 178/9 du passif)		
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	
Autres dettes salariales et sociales	9077	

N°	0203211040
----	------------

C-cap 6.9

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Intérêts

Exercice
175.311.806

RÉSULTATS D'EXPLOITATION**PRODUITS D'EXPLOITATION****Chiffre d'affaires net**

Ventilation par catégorie d'activité

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics

Codes	Exercice	Exercice précédent
740		
9086		
9087		
9088		
620		
621		
622		
623		
624		

CHARGES D'EXPLOITATION**Travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

Nombre total à la date de clôture

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs

Cotisations patronales d'assurances sociales

Primes patronales pour assurances extralégales

Autres frais de personnel

Pensions de retraite et de survie

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Provisions pour pensions et obligations similaires			
Dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)	635		
Réductions de valeur			
Sur stocks et commandes en cours			
Actées	9110		
Reprises	9111		
Sur créances commerciales			
Actées	9112		
Reprises	9113		
Provisions pour risques et charges			
Constitutions	9115		
Utilisations et reprises	9116		450.000
Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	640	167.892	586.227
Autres	641/8		
Personnel Intérimaire et personnes mises à la disposition de la société			
Nombre total à la date de clôture	9096		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	9097		
Nombre d'heures effectivement prestées	9098		
Frais pour la société	617		

RÉSULTATS FINANCIERS**PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS****Autres produits financiers**

Subsides accordés par les pouvoirs publics et Imputés au compte de résultats

Subsides en capital 9125

Subsides en intérêts 9126

Ventilation des autres produits financiers

Différences de change réalisées 754

Autres

Plus-values sur réalisation d'actifs circulants 8.142.483

CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES

Amortissement des frais d'émission d'emprunts 6501

Intérêts portés à l'actif 6502

Réductions de valeur sur actifs circulants

Actées 6510

Reprises 6511 3.479.673 230.002

Autres charges financières

Montant de l'escompte à charge de la société sur la négociation de créances 653

Provisions à caractère financier

Dotations 6560

Utilisations et reprises 6561

Ventilation des autres charges financières

Différences de change réalisées 654

Ecart de conversion de devises 655

Autres

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RÉCURRENTS	76	2.575	
Produits d'exploitation non récurrents	(76A)	2.575	
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	760		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels	7620		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	7630		
Autres produits d'exploitation non récurrents	764/8	2.575	
Produits financiers non récurrents	(76B)		
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	761		
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels	7621		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières	7631		
Autres produits financiers non récurrents	769		
CHARGES NON RÉCURRENTES	66		33.000
Charges d'exploitation non récurrentes	(66A)		33.000
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	660		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations)	6620 (+)/(-)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	6630		
Autres charges d'exploitation non récurrentes	664/7		33.000
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6690 (-)		
Charges financières non récurrentes	(66B)		
Réductions de valeur sur immobilisations financières	661		
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels: dotations (utilisations)	6621 (+)/(-)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières	6631		
Autres charges financières non récurrentes	668		
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6691 (-)		

IMPÔTS ET TAXES**IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**

Impôts sur le résultat de l'exercice	
Impôts et précomptes dus ou versés	
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	
Suppléments d'impôts estimés	
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	
Suppléments d'impôts dus ou versés	
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	

Codes	Exercice
9134	
9135	2.195
9136	2.195
9137	
9138	
9139	
9140	

Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé

Incidence des résultats non récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

Exercice

Sources de latences fiscales

Latences actives	
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	
Latences passives	
Ventilation des latences passives	

Codes	Exercice
9141	108.617.237
9142	108.617.237
9144	

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS**Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte**

A la société (déductibles)	9145
Par la société	9146

Montants retenus à charge de tiers, au titre de

Précompte professionnel	9147
Précompte mobilier	9148

Codes	Exercice	Exercice précédent
9145		
9146		
9147		
9148		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR LA SOCIÉTÉ POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS	9149	
Dont		
Effets de commerce en circulation endossés par la société	9150	
Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par la société	9151	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par la société	9153	
 GARANTIES RÉELLES		
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de la société		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	91611	
Montant de l'inscription	91621	
Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat	91631	
Gages sur fonds de commerce		
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement	91711	
Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat	91721	
Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs		
La valeur comptable des actifs grevés	91811	14.508.549
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91821	711.552.425
Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs		
Le montant des actifs en cause	91911	
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91921	
Privilège du vendeur		
La valeur comptable du bien vendu	92011	
Le montant du prix non payé	92021	

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers

Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés

91612

Montant de l'inscription

91622

Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat

91632

Gages sur fonds de commerce

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement

91712

Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat

91722

Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs

La valeur comptable des actifs grevés

91812

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie

91822

Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs

Le montant des actifs en cause

91912

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie

91922

Privilège du vendeur

La valeur comptable du bien vendu

92012

Le montant du prix non payé

92022

Codes	Boekjaar
91612	
91622	
91632	
91712	
91722	
91812	
91822	
91912	
91922	
92012	
92022	

BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE LA SOCIÉTÉ, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN

ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS

ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS

MARCHÉ À TERME

Marchandises achetées (à recevoir)

9213

Marchandises vendues (à livrer)

9214

Devises achetées (à recevoir)

9215

Devises vendues (à livrer)

9216

Codes	Exercice
9213	
9214	
9215	
9216	

ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES

Exercice

Exercice

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS**Commune de Schaerbeek c./ Holding communal en liquidation**

La commune de Schaerbeek avait assigné le Holding communal devant le tribunal de commerce francophone de Bruxelles et demandait l'annulation de l'augmentation de capital de la S.A. Holding communal du 30 septembre 2009 pour cause de violation de la Loi Prospectus. La commune de Linkebeek est intervenue dans la procédure en introduisant une action contre le Holding communal pour les mêmes motifs. L'affaire a été plaidée en juin 2014. Le tribunal a rendu un jugement, dans lequel le Holding communal a eu gain de cause et la demande des communes a été rejetée sur toute la ligne. Les communes ont interjeté appel. En cas d'annulation de l'augmentation de capital, les communes pourront introduire une demande de créance chirographaire pour les montants qui leur sont affectés. Aucune provision n'a été prise en compte dans le bilan.

11.519.407

Holding communal en liquidation c./ SFPI et l'Etat Belge

Les liquidateurs ont introduit une action contre la Société Fédérale de Participations et d'Investissement ("SFPI"/"FPIM") ainsi que contre l'Etat Belge en paiement du solde du prix d'achat des actions de la S.A. Holding communal dans la S.A. Astrid, et ce, pour un montant de 4 millions €. Par jugement du 8 janvier 2016, le Tribunal de commerce a déclaré la demande des liquidateurs non fondée. Vu que le jugement du tribunal se fonde, selon les liquidateurs, sur une lecture manifestement erronée du contrat passé entre le Holding communal, la SFPI et l'Etat belge, les liquidateurs ont décidé de faire appel. La créance a été exprimée dans le bilan.

4.000.000

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS**Description succincte****Mesures prises pour en couvrir la charge****PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME**

Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Code	Exercice
9220	

NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats

Exercice

ENGAGEMENTS D'ACHAT OU DE VENTE DONT LA SOCIÉTÉ DISPOSE COMME ÉMETTEUR D'OPTIONS DE VENTE OU D'ACHAT

Exercice

Exercice

NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

Exercice

--

Exercice

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (dont ceux non susceptibles d'être quantifiés)

--

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

ENTREPRISES LIÉES

Immobilisations financières

Participations

Créances subordonnées

Autres créances

Créances

A plus d'un an

A un an au plus

Placements de trésorerie

Actions

Créances

Dettes

A plus d'un an

A un an au plus

Garanties personnelles et réelles

Constituées ou irrévocablement promises par la société pour
sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées

Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour
sûreté de dettes ou d'engagements de la société

Autres engagements financiers significatifs

Résultats financiers

Produits des immobilisations financières

Produits des actifs circulants

Autres produits financiers

Charges des dettes

Autres charges financières

Cessions d'actifs immobilisés

Plus-values réalisées

Moins-values réalisées

Codes	Exercice	Exercice précédent
(280/1)		
(280)		
9271		
9281		
9291		
9301		
9311		
9321		
9331		
9341		
9351		
9361		
9371		
9381		
9391		
9401		
9421		
9431		
9441		
9481		
9471		
9481		
9491		

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT LA SOCIÉTÉ SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Codes	Exercice
9505	17.289
95061	
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Mentions en application de l'article 3:64, §2 et §4 du Code des sociétés et des associations

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES SOCIÉTÉS SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

~~La société établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion*~~

La société n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s)*

La société et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 1:26 du Code des sociétés et des associations*

~~La société ne possède que des sociétés filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable* (article 3:28 du Code des sociétés et des associations)~~

~~La société est elle-même filiale d'une société mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*~~

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une société de droit belge, numéro d'entreprise de la (des) société(s) mère(s) et indication si cette (ces) société(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation**:

Si la (les) société(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus**:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de la société sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit de sociétés dont la société fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

RÈGLES D'ÉVALUATION

I. REGLES GENERALES

1. Législation

Les règles d'évaluation ci-après sont basées sur l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes annuels des entreprises et ont été adaptées suite à la décision du Conseil d'Administration du Holding Communal de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 décembre 2011 la mise en liquidation volontaire de la société.

L'article 28 paragraphe 2 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 précise que si une société renonce à poursuivre ses activités ou lorsque la perspective de continuité de ses activités ne peut être maintenue, les règles d'évaluation sont adaptées en conséquence. Ces adaptations sont détaillées à chaque fois que nécessaire en regard de chacune des rubriques du bilan (voir règles spécifiques). Notons que si la valeur de réalisation probable d'un actif est supérieure à sa valeur comptable, cette plus value potentielle n'est pas exprimée dans les états financiers.

2. Conversion des devises en euro

Les avoirs, dettes, droits et engagements monétaires libellés en devises sont convertis en euro au cours moyen indicatif du jour de clôture.

Les produits et charges en devises sont convertis en euro au cours de la date de la prise en résultat.

II. REGLES SPECIFIQUES

BILAN

ACTIF

Frais d'établissement (rubrique I)

Les frais d'établissement sont amortis à 100%.

Immobilisations Incorporelles (rubrique II)

Les Immobilisations incorporelles sont amorties à 100%.

Immobilisations corporelles (rubrique III)

Le bâtiment figure dans les comptes à une valeur probable de réalisation déterminée sur base de l'évaluation d'un expert.

Les autres immobilisations corporelles ont fait l'objet de réductions de valeur afin de ramener leur valeur comptable à leur valeur probable de réalisation.

Immobilisations financières (rubrique IV)

Dans le cadre de l'établissement d'une situation comptable en discontinuité, toutes les Immobilisations financières ont été transférées vers la rubrique « Placements de trésorerie » (rubrique VIII).

Créances à plus d'un an et à un an au plus (rubriques V et VII)

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale et font l'objet de réductions de valeur si la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles (rubriques VIII et IX)

Les encaisses et les avoirs en comptes bancaires sont portés au bilan à leur valeur nominale à la date de clôture.

Les Placements de trésorerie et valeurs disponibles sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Les frais accessoires d'acquisition sont mis à charge de l'exercice d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, les placements de trésorerie et les valeurs disponibles font l'objet de réductions de valeur si la valeur de réalisation probable est inférieure à la valeur comptable (sur la base du principe du LOCOM) sur base des cours de bourse à la date de clôture ou le cas échéant sur des dernières informations disponibles (pour les actifs non cotés : valeurs nettes des actifs, valeurs des fonds propres ou valorisations sur base d'un modèle diminuées d'un abattement forfaitaire en cas de risque d'illiquidité fort important).

Les actions Dexia ont été valorisées sur la base du prix de transaction le plus bas constaté sur le marché.

Les instruments financiers dérivés stratégiques sont désormais comptabilisés à leur valeur de marché à la date de clôture.

PASSIF

Dettes à plus d'un an et à un an au plus (rubriques VIII et IX)

Les dettes sont comptabilisées au bilan à leur valeur nominale.

Dans le cadre d'une situation comptable en discontinuité, toutes les dettes à plus d'un an ont été transférées vers les dettes à un an au plus.

Provisions pour risques et charges (rubrique VII)

A la clôture de chaque exercice, les liquidateurs, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examinent les provisions à constituer pour couvrir tous les risques prévus ou pertes éventuelles nées au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Dans le cadre de l'établissement d'un bilan en discontinuité, des provisions sont formées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation des activités. La provision pour frais de liquidation couvre les frais qui sont propres à la liquidation de la société.

Les coûts opérationnels ordinaires ne sont pas repris dans la provision pour frais de liquidation.

COMPTE DES RÉSULTATS

Produits financiers

Les plus-values réalisées étaient autrefois comptabilisées sous le code 751 à la suite de la vente d'actifs circulants. Depuis l'exercice 2012, ces montants sont repris sous le code 752/9.

Charges financières

Alors que les réductions de valeur auparavant constituées à la fin de l'exercice précédent étaient complètement annulées au début de l'exercice en cours et que les réductions de valeur étaient comptabilisées sous le code 651 à la suite de l'inventaire à la fin de l'année et que les moins-values étaient comptabilisées sous le code 652/9 à la suite de la réalisation d'actifs circulants, Depuis l'exercice 2013 les réductions de valeur déjà comptabilisées sont confrontées aux moins-values réalisées sous le code 651.

RUBRIQUES HORS BILAN

Les postes hors bilan sont mentionnés à la valeur nominale des droits et engagements figurant au contrat ou à défaut à leur valeur

RÈGLES D'ÉVALUATION

estimée.

AUTRES INFORMATIONS À COMMUNIQUER DANS L'ANNEXE**créance envers le Gouvernement fédéral**

La rubrique " autres créances " contient, depuis l'exercice 2017, une créance envers le Gouvernement fédéral pour un montant de 132,5 millions d'euros. La créance envers le Gouvernement fédéral peut s'expliquer comme suit.

Dans le cadre de la liquidation du Holding communal SA, le Gouvernement fédéral s'est engagé à prendre 50 % du solde restant de la liquidation à sa charge, dans sa lettre adressée au Holding communal SA en date du 16 octobre 2011. Cet engagement a été limité à un montant maximum de 132,5 millions d'euros et soumis aux conditions suivantes :

- Tout d'abord, les garanties octroyées par les trois Régions sur certains emprunts, contractés par le Holding, doivent être réalisées.
- Les actifs du Holding communal doivent être vendus.

Entre-temps, les Régions ont entièrement honoré leurs engagements et la réalisation des actifs est pratiquement terminée, à l'exception de quelques actifs résiduels qui ne représentent que 8,92 millions d'euros (compte tenu des ventes après la fin de l'exercice), par rapport à l'actif total à réaliser au début de la liquidation (482,85 millions d'euros). Cela signifie que 98,15 % des actifs ont été réalisés. S'agissant des actifs encore en portefeuille, les processus de ventes ont été initiés, mais n'ont pas encore pu être finalisés.

Il est également déjà établi que le déficit de la liquidation sera certainement supérieur à 265 millions d'euros, le montant pour lequel le Gouvernement fédéral s'étant engagé à prendre à sa charge étant également limité à 132,5 millions d'euros.

Compte tenu de ces éléments, Le holding Communal dispose d'une créance certaine et liquide d'un montant de 132,5 millions d'euros envers le Gouvernement fédéral. Dès lors cette créance a été reprise au bilan.

Impact crise Covid19

Les liquidateurs indiquent que l'épidémie du COVID-19 a connu une très forte progression en 2020 et que les mesures prises par le Conseil National de Sécurité ont des conséquences économiques importantes sur la vie des entreprises. Compte tenu de l'état d'avancement de la liquidation, les liquidateurs considèrent que l'impact de la COVID-19 est plutôt limité. Il n'est toutefois pas exclu que la crise de la COVID-19 ait un impact sur la valeur de réalisation de la participation dans la société Belgian Airports SA. L'évolution et les développements ultérieurs liés à cette crise sont difficiles à estimer.

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend la société:

218

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES**TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL****Au cours de l'exercice****Nombre moyen de travailleurs**

Temps plein..... 1001

Temps partiel 1002

Total en équivalents temps plein (ETP) 1003

Nombre d'heures effectivement prestées

Temps plein..... 1011

Temps partiel 1012

Total 1013

Frais de personnel

Temps plein..... 1021

Temps partiel 1022

Total 1023

Montant des avantages accordés en sus du salaire 1033

Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
1001			
1002			
1003			
1011			
1012			
1013			
1021			
1022			
1023			
1033			

Au cours de l'exercice précédent

Nombre moyen de travailleurs en ETP 1003

Nombre d'heures effectivement prestées 1013

Frais de personnel 1023

Montant des avantages accordés en sus du salaire 1033

Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
1003			
1013			
1023			
1033			

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice				
Nombre de travailleurs	105			
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110			
Contrat à durée déterminée	111			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120			
de niveau primaire	1200			
de niveau secondaire	1201			
de niveau supérieur non universitaire	1202			
de niveau universitaire	1203			
Femmes	121			
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211			
de niveau supérieur non universitaire	1212			
de niveau universitaire	1213			
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130			
Employés	134			
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTÉrimAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de la société
Au cours de l'exercice			
Nombre moyen de personnes occupées	150		
Nombre d'heures effectivement prestées	151		
Frais pour la société	152		

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES		Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice		205			
Par type de contrat de travail					
Contrat à durée indéterminée	210				
Contrat à durée déterminée	211				
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212				
Contrat de remplacement	213				
SORTIES		Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice		305			
Par type de contrat de travail					
Contrat à durée indéterminée	310				
Contrat à durée déterminée	311				
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312				
Contrat de remplacement	313				
Par motif de fin de contrat					
Pension	340				
Chômage avec complément d'entreprise	341				
Licenciement	342				
Autre motif	343				
Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prêter des services au profit de la société comme indépendants	350				

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés

Nombre d'heures de formation suivies

Coût net pour la société

dont coût brut directement lié aux formations

dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs

dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)

Codes	Hommes	Codes	Femmes
5801		5811	
5802		5812	
5803		5813	
58031		58131	
58032		58132	
58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur			
5821		5831	
5822		5832	
5823		5833	
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur			
5841		5851	
5842		5852	
5843		5853	



Holding communal S.A. en liquidation

Rapport du Collège des liquidateurs du
Holding communal – en liquidation
à l'Assemblée générale des Actionnaires
Comptes annuels sur l'exercice comptable 2020

Mesdames,
Messieurs,

En exécution des prescriptions légales en la matière, nous avons l'honneur de vous présenter le compte rendu de l'exercice de notre mandat durant l'exercice fiscal 2020.

1. **Commentaire à propos des comptes annuels, en ce compris un aperçu fidèle de l'historique et de la position de la société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle a été confrontée.**

a. **Commentaire à propos des comptes annuels**

	31 dec 2020	31 dec 2019
<u>Immobilisations élargies</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Créances à plus d'un an	0	0
<u>Actifs circulants restreints</u>	<u>179.100.549</u>	<u>175.984.432</u>
Créances à un an	138.219.781	138.367.316
Placements de trésorerie	8.919.345	6.650.677
Valeurs disponibles	31.825.182	30.830.198
Comptes de régularisation	136.241	136.241
TOTAL DE L'ACTIF	179.100.549	175.984.432



Holding communal S.A. en liquidation

L'augmentation de l'actif s'explique par (1) l'augmentation des valeurs disponibles à cause des dividendes perçus et (2) la reprise des réductions de valeurs constituées.

	31 dec 2020	31 dec 2019
<u>Capitaux propres</u>	<u>-974.068.078</u>	<u>-968.878.499</u>
Capital	592.273.791	592.273.791
Primes d'émission	264.776.750	264.776.750
Bénéfice / perte reporté	-1.831.118.619	-1.825.929.040
<u>Provisions et impôts différés</u>	<u>750.000</u>	<u>750.000</u>
Provisions pour risques et charges	750.000	750.000
<u>Dettes</u>	<u>1.152.418.627</u>	<u>1.144.112.931</u>
Dettes à un an	977.106.821	978.534.164
Comptes de régularisation	175.311.806	165.578.767
TOTAL DU PASSIF	179.100.549	175.984.432

Au sein du passif, on observe une baisse des capitaux propres. Cette baisse provient du résultat de l'exercice. Une perte de 5,190 millions d'euros a été réalisée lors de l'exercice 2020.

Il n'y a pas de modification des provisions en comparaison avec les comptes annuels au 31 décembre 2019. La provision pour des frais de liquidation s'établit à un montant de 0,750 millions d'euros.

Les dettes à un an au plus consistent principalement en (1) dettes en compte-courant vis-à-vis de Belfius Banque SA et (2) et dettes vis-à-vis des Régions. Les comptes de régularisation du passif concernent uniquement des intérêts à imputer vis-à-vis de Belfius Banque SA.



Holding communal S.A. en liquidation

	1 jan 2020 au 31 dec 2020	1 jan 2019 au 31 dec 2019
<u>Ventes et prestations</u>	<u>8.004</u>	<u>6.675</u>
Chiffre d'affaires	5.428	6.675
Produits d'exploitation non récurrents	2.575	0
<u>Coûts des ventes et des prestations</u>	<u>970.218</u>	<u>1.049.521</u>
Services et biens divers	802.326	880.294
Rémunérations, charges sociales et pensions	0	0
Amortissements, réductions de valeur et provisions	0	-450.000
Autres coûts des ventes et prestations	167.893	586.227
Charges d'exploitation non récurrentes	0	33.000
RESULTAT D'EXPLOITATION	-962.215	-1.042.846
<u>Produits financiers</u>	<u>2.050.298</u>	<u>15.041.105</u>
<u>Charges financières</u>	<u>6.277.662</u>	<u>11.741.244</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT IMPÔTS	-5.189.579	2.257.015
<u>Prélèvements sur les impôts différés</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
<u>Impôts</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
RESULTAT DE L'EXERCICE	-5.189.579	2.257.015
<u>Prélèvements sur les réserves immunisées</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
RESULTAT A AFFECTER	-5.189.579	2.257.015

L'exercice 2020 présente une perte de 5,190 millions d'euros.



La perte de l'exercice est principalement attribuable aux charges financières. Elles consistent essentiellement en intérêts sur le passif portant intérêt.

Les frais pour les services et biens divers consistent en (1) honoraires pour les liquidateurs pour 0,582 million d'euros, (2) divers autres honoraires d'un montant de 0,044 million d'euros, (3) assurances d'un montant de 0,161 million d'euros et (4) autres services et biens divers d'un montant de 0,015 million d'euros. Le montant des honoraires s'explique essentiellement par les frais liés à la réalisation d'actifs importants, la gestion du portefeuille et les procédures juridiques.

Les produits financiers se composent des intérêts et des dividendes provenant de placements de trésorerie à hauteur de 2,031 millions d'euros. Les charges financières se composent (1) des intérêts sur le passif portant intérêt vis-à-vis de Belfius Banque SA d'un montant de 9,733 million d'euros et (2) la reprise des réductions de valeurs constituées d'un montant de 3,480 million d'euros.

b. Réalisations d'actifs durant l'exercice

Le processus de cession de la participation dans SOLUX SCRL a été entamé en 2020. Cela a conduit, fin 2020, dans la signature d'une convention d'achat – vente sujette à certaines conditions suspensives. Début 2021, un autre actionnaire de SOLUX SRL a exercé son droit de vente. L'objectif est que le processus de cession soit finalisé dans le courant de 2021. La valeur de cession reprise dans la convention de cession est supérieure à la valeur historique d'acquisition de cet actif, de cette sorte, les réductions de valeur comptabilisées dans le passé ont été extournées.

c. Principaux risques et incertitudes

La société est en liquidation. Le but est de réaliser les actifs. Les marchés financiers sont très volatils, ce qui influence significativement la réalisation des actifs. Par ailleurs un des risques principal lié à la liquidation provient de la grande illiquidité de certains actifs, ce qui entraîne un temps plus important pour trouver des acheteurs.

Les liquidateurs indiquent que l'épidémie du COVID-19 a connu une très forte progression en 2020 et que les mesures prises par le Conseil National de Sécurité ont des conséquences économiques importantes sur la vie des entreprises. Compte tenu de l'état d'avancement de la liquidation, les liquidateurs considèrent que l'impact de la COVID-19 est plutôt limité. Il n'est toutefois pas exclus que la crise de la COVID-19 ait un impact sur la valeur de réalisation de la participation dans la société Belgian Airports SA. L'évolution et les développements ultérieurs liés à cette crise sont difficiles à estimer.

Nous souhaitons attirer l'attention sur la page 26 (C 6.14) des comptes annuels qui reprend les litiges en cours.



2. Informations concernant les événements importants qui ont eu lieu après la fin de l'exercice

S'agissant la réalisation des actifs, les liquidateurs renvoient à la section 1.b. de ce rapport. Pour le reste, il n'y a pas des événements importants qui ont eu lieu après la fin de l'exercice

3. Informations sur les circonstances susceptibles d'exercer une influence notable sur le développement de la société

Un certain nombre d'éléments impactent significativement la durée de la liquidation ; il s'agit de la durée des procédures judiciaires dans lesquelles la société est impliquée, et le fait que les actifs résiduels sont dans une large mesure illiquides ce qui requiert du temps pour trouver des acquéreurs.

4. Informations relatives aux travaux dans le domaine de la recherche et développement

Il n'y a pas eu de travaux réalisés dans le domaine de la recherche et développement.

5. Données concernant l'existence de succursales de la société

Le siège social de la société se trouve au 56 Avenue des Arts, boîte 4C, à 1000 Bruxelles. Il n'y a pas de succursales.

6. Justification de l'application des règles de valorisation

Conformément à la législation, plus précisément à l'article 3 :6 §2 de l'Arrêté Royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations, les règles de valorisation ont été adaptées. Les actifs ont été valorisés à leur valeur de réalisation supposée, le passif a été valorisé à la valeur nominale et des provisions ont été constituées pour les frais divers liés à la liquidation de la société.



7. Intérêts d'ordre patrimonial opposés aux décisions prises (art. 7 :96 Code des sociétés et des associations)

Il n'y a pas de décisions prises qui puissent occasionner d'intérêt opposé d'ordre patrimonial au sens de l'article 7 :96 du Code des sociétés et des associations.

8. Décisions du collège des liquidateurs en matière d'augmentation de capital et/ou d'émission d'obligations convertibles ou de warrants (art. 7 :203 Code des sociétés et des associations)

Aucune décision n'a été prise en la matière.

9. Acquisition d'actions propres par la société (art. 7 :220 Code des sociétés et des associations)

Aucune action propre n'a été acquise au cours de l'exercice 2020.

10. Utilisation par la société d'instruments financiers

Durant l'exercice 2020, la société n'a pas fait appel à de nouveaux instruments financiers.

11. Affectation du résultat

Le résultat de l'exercice se traduit par une perte de 5.189.578,98 d'euros.

Détermination du résultat

Perte reportée au 31.12.2019

(1.825.929.040,35) euros

Résultat à affecter exercice 2020

(5.189.578,98) euros

Résultat à imputer

(1.831.118.619,33) euros

Les liquidateurs reportent ce résultat à l'exercice suivant.



Holding communal S.A. en liquidation

12. Décharge aux liquidateurs et au commissaire

Le vote sur l'octroi de la décharge aux liquidateurs et au commissaire aura lieu à la fin de la liquidation.

13. Raisons pour lesquelles la liquidation n'a pas encore été clôturée

La liquidation n'a pas encore été clôturée au 31 décembre 2020. Les processus de vente des différents actifs sont en cours, mais n'ont pas encore pu être clôturés. Certains actifs sont dans une large mesure illiquides, ce qui requiert du temps pour trouver des acquéreurs. La partie la plus importante des actifs a cependant déjà été réalisée. La clôture de la liquidation dépendra en large mesure de l'issue des procédures judiciaires en cours. Le traitement des procédures en cours a été fixé par le collège des tribunaux à la période 2021 et 2022 (y compris). Il n'est pas à exclure qu'ensuite, d'autres procédures judiciaires, telles que la cassation, puissent également être encore introduites. Les liquidateurs ont l'intention de terminer la liquidation endéans les cinq ans.

*

* *

Bruxelles, le 5 mai 2021

KPMG REVISEURS D'ENTREPRISES SRL
Liquidateur
Joris MERTENS
Représentant permanent

QUINZ SRL
Liquidateur
Bart LINTERMANS
Représentant permanent



RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE HOLDING COMMUNAL SA (EN LIQUIDATION) SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Holding Communal SA (en liquidation) (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 26 juin 2019, conformément à la proposition du conseil d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de Holding Communal SA (en liquidation) durant 26 exercices consécutifs

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Ces comptes annuels font état d'un total du bilan qui s'élève à EUR 179.100.549 et d'un compte de résultats qui se solde par une perte de l'exercice de EUR 5.189.579.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu du Collège des liquidateurs et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autre point

Nous attirons l'attention sur le fait que la Société est en liquidation. Par conséquent et comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels, la Société n'a plus appliqué, depuis la décision de mise en liquidation en 2011, les règles d'évaluation applicables sous l'hypothèse de la continuité d'exploitation, mais les a adaptées, de sorte que les immobilisations et les actifs circulants ont fait l'objet d'amortissements ou de réductions de valeur additionnelles pour ramener leur valeur comptable à leur valeur probable de réalisation et des provisions ont été constituées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation des activités. Les évaluations pratiquées, en ce compris celles relatives à la situation fiscale de la Société dont plusieurs exercices comptables restent ouverts à d'éventuels contrôles par l'administration, se basent sur les prévisions du Collège des liquidateurs dont la réalisation ultime pourrait s'avérer différente.

Responsabilités du Collège des liquidateurs relatives à l'établissement des comptes annuels

Le Collège des liquidateurs est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Comme mentionné dans l'annexe aux comptes annuels, la Société n'a plus appliqué, depuis la décision de mise en liquidation en 2011, des règles d'évaluation sous le principe comptable de continuité d'exploitation, mais les a adaptées de sorte que les immobilisations et les actifs circulants ont fait l'objet d'amortissements ou de réductions de valeur additionnels pour en ramener la valeur comptable à leur valeur probable de réalisation. Par ailleurs, des provisions ont été constituées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation des activités. Les évaluations pratiquées, en ce compris celles relatives à la situation fiscale de la Société dont plusieurs exercices comptables restent ouverts à d'éventuels contrôles par l'administration, sont basées sur les prévisions du Collège des liquidateurs.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Nous définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Collège des liquidateurs, de même que des informations fournies par ce dernier les concernant en cas de discontinuité;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au Collège des liquidateurs notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités du Collège des liquidateurs

Le Collège des liquidateurs est responsable de la préparation et du contenu du rapport du Collège des liquidateurs, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport du Collège des liquidateurs et le respect des statuts et de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.



Aspects relatifs au rapport du Collège des liquidateurs

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport du Collège des liquidateurs, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice, et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport du Collège des liquidateurs comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.

Sint-Stevens-Woluwe, le 5 mai 2021

Le commissaire
PwC Réviseurs d'Entreprises SRL
représentée par

Kurt Cappoen
Réviseur d'Entreprises